



Étude de l'impact économique des Corporations de développement communautaire

TNCDC
22 février 2022

Par Julien Mc Donald-Guimond et Cristina Ruscio
Sous la direction de Pierre Emmanuel Paradis

Contexte

- Lors des dernières consultations pré-budgétaires, la TNCDC a effectué des représentations auprès du gouvernement en vue d'obtenir un financement nettement accru dans le cadre d'un Plan d'action gouvernemental en action communautaire (hausse de près de 8 M \$).
- Malheureusement, le dernier budget n'a pas répondu aux attentes du milieu et il semble que le manque d'indicateurs quantitatifs et économiques probants soit une cause importante de ce non-investissement.

Mandat

- Dans ce contexte, la TNCDC a mandaté AppEco pour évaluer la contribution économique nette de ses 67 corporations de développement communautaire (« CDC ») pour la société québécoise.

Méthodologie

- Pour ce faire, l'étude comprend trois volets principaux :
 - (1) la réalisation d'une enquête économique en vue d'établir un portrait statistique des principales caractéristiques des CDC ;
 - (2) l'évaluation de la contribution économique des organismes et de l'évolution du financement accordé ; et
 - (3) l'impact économique des CDC, incluant un calcul des retombées économiques et une analyse statistique

Enquête auprès des CDC (1/5)

- Le questionnaire a été transmis par AppEco à 65 CDC dont 66,2 % ont fourni des réponses complètes.
- Pour chaque CDC répondante, les indicateurs suivants ont été recueillis (années 2001-2020) :
 - Année d'incorporation initiale et année d'accréditation de la CDC
 - Territoire desservi
 - Champs d'intervention des mandats locaux
 - Nombre d'employés, en équivalent temps complet (ETC)
 - Nombre d'organismes membres
 - Revenus totaux
- Les données de l'enquête ont permis de documenter les réalités économiques des membres de la TNCCDC et servent de base à la suite de l'analyse portant sur le financement et la contribution économique des CDC.

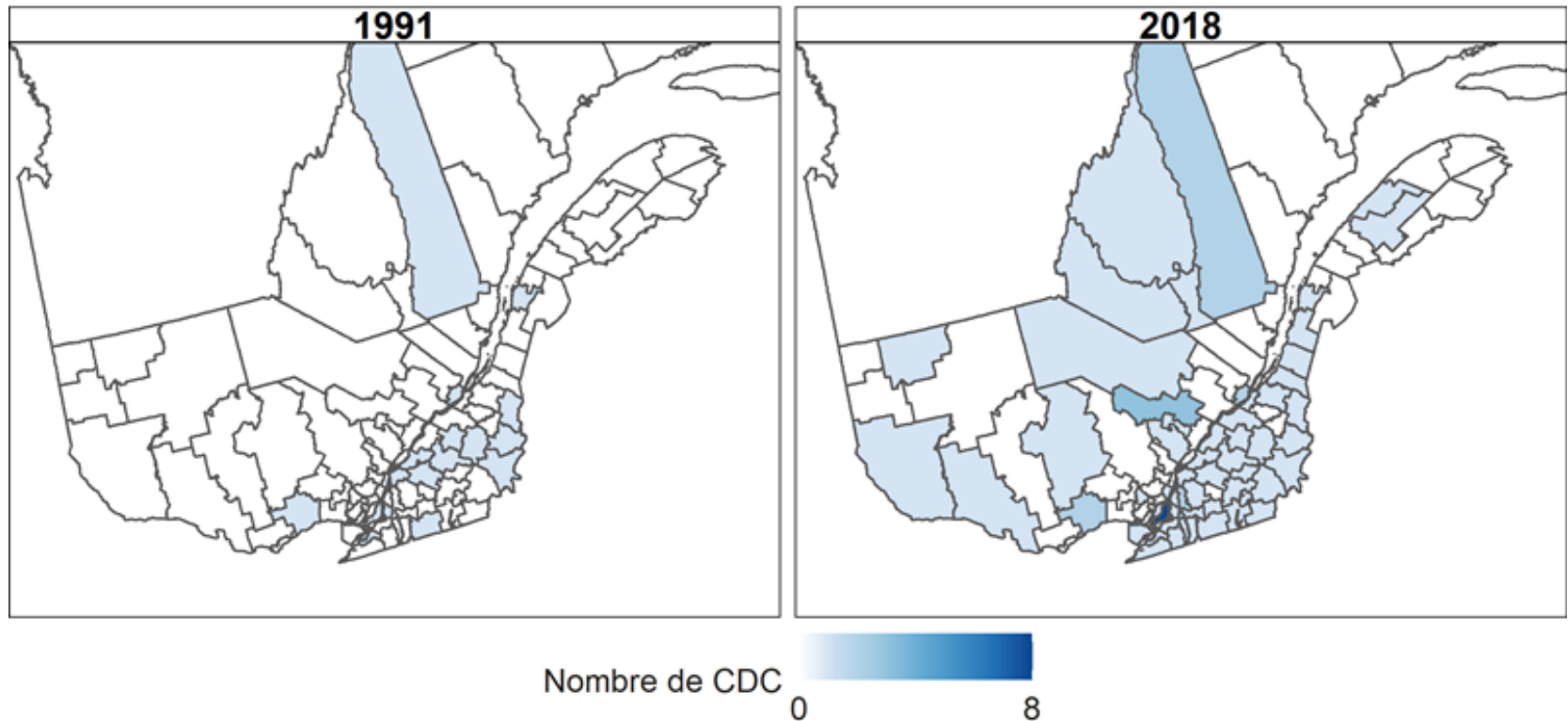
Enquête auprès des CDC (2/5)

- Les CDC comptaient 24 ans d'existence en moyenne (min. = 5 ans ; max. = 46 ans).
- De plus, l'année d'incorporation initiale moyenne s'établit en 1997 tandis que l'année d'accréditation moyenne à titre de CDC était en 2004.

Nombre de répondants	
Total	43,0
% des CDC existantes	66,2%
Nombre d'années d'existence	
Moyenne	24
Min.	5
Max.	46
Année d'incorporation initiale de l'organisme	
Moyenne	1997
Min.	1975
Max.	2016
Année d'accréditation à titre de CDC	
Moyenne	2004
Min.	1989
Max.	2018

Enquête auprès des CDC (3/5)

- Depuis 1991, le nombre de CDC a augmenté dans l'ensemble de la province, notamment dans les MRC de l'ouest de la province.
- Cette hausse se reflète également dans les données de l'enquête, où le nombre de CDC a cru de 25,6 % de 2001 à 2016.



Enquête auprès des CDC (4/5)

	n	%
Champs d'intervention		
Aînés-es	8	6,1%
Alimentation	16	12,1%
Concertation et développement social	12	9,1%
Dépendances	0	0,0%
Emploi et chômage	3	2,3%
Éducation et formation	4	3,0%
Environnement	3	2,3%
Immigration	7	5,3%
Intégration sociale	10	7,6%
Itinérance	3	2,3%
Jeunesse	4	3,0%
Logement abordable	9	6,8%
Pauvreté	22	16,7%
Santé mentale	3	2,3%
Santé physique	0	0,0%
Transport	8	6,1%
Violence	0	0,0%
Tous, sans priorité	20	15,2%

- Les champs d'intervention des mandats locaux des CDC :
 - La majorité des mandats locaux des CDC se concentrent sur la lutte contre la pauvreté (=16,7 %), l'alimentation (=12,7 %), ainsi que la concertation et le développement social (=9,1 %).
 - Environ 15 % des CDC ont rapporté que les mandats locaux englobaient tous les champs d'intervention, sans priorité particulière.

Enquête auprès des CDC (5/5)

- Évolution du portrait statistique des CDC, 2016 à 2020

	2016	2017	2018	2019	2020	Croissance (%)
Organismes membres, n						
Total	1 367	1 390	1 366	1 402	1 450	6.1%
Moyenne par CDC	39	40	39	40	41	
Médiane	31	32	30	32	33	6.5%
Employés ETC, n						
Total	87.4	90.1	89.4	90.2	94.3	7.9%
Moyenne par CDC	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7	
Médiane	2.0	2.0	1.9	2.0	2.0	0.0%
Revenus, \$ réels*						
Total	4 941 731 \$	4 490 455 \$	4 478 925 \$	4 717 897 \$	5 021 644 \$	1.6%
Moyenne par CDC	141 192 \$	128 299 \$	127 969 \$	134 797 \$	143 476 \$	
Moyenne par ETC par CDC	56 554 \$	49 850 \$	50 100 \$	52 299 \$	53 280 \$	-5.8%

* Les revenus sont présentés en dollars constants de 2002, donc excluant l'effet de l'inflation d'une année à l'autre.

Évolution du financement (1/4)

- Dans son mémoire de 2019, la TNCDC faisait état d'une situation de sous-financement chronique des CDC qui menace leur capacité d'action et exacerbe la charge de travail du personnel.
- Au-delà des coûts fixes liés à l'établissement d'une CDC, le financement doit nécessairement aller de pair avec la taille des populations desservies et la complexité de leurs besoins.
 - Comme ces facteurs peuvent difficilement être synthétisés en une seule mesure quantitative, le nombre d'organismes communautaires membres de chaque CDC est utilisé comme indicateur indirect.

Évolution du financement (2/4)

- L'évolution du financement réel des CDC, 2001 à 2020

	2001	2006	2011	2016	2017	2018	2019	2020
Organismes membres								
Total, n	494	757	1 189	1 553	1 539	1 543	1 638	1 742
Revenus								
Total, \$	1 879 190 \$	2 378 513 \$	4 414 450 \$	6 796 299 \$	5 925 958 \$	6 278 206 \$	6 798 952 \$	8 012 551 \$
Indice des prix à la consommation, (2002 = 100)	98.0	108.7	118.3	125.6	126.9	129.0	131.7	132.8
Total réel, \$ constants de 2002	1 917 541 \$	2 188 144 \$	3 731 572 \$	5 411 066 \$	4 669 786 \$	4 866 826 \$	5 162 454 \$	6 033 547 \$
Par organisme membre, \$ réels	3 882 \$	2 891 \$	3 138 \$	3 484 \$	3 034 \$	3 154 \$	3 152 \$	3 464 \$
Scénario : Rattrapage par rapport à 2001								
Écart avec les revenus par membre de 2001, \$ réels	0 \$	-991 \$	-743 \$	-397 \$	-847 \$	-728 \$	-730 \$	-418 \$
Écart en dollars courants, \$	0 \$	-1 077 \$	-879 \$	-499 \$	-1 075 \$	-939 \$	-961 \$	-555 \$
Écart total à rattraper, \$	0 \$	-815 547 \$	-1 045 445 \$	-775 146 \$	-1 654 892 \$	-1 448 125 \$	-1 574 747 \$	-967 192 \$

Évolution du financement (3/4)

- Cette baisse du financement par membre signifie que les ressources disponibles n'ont pas augmenté suffisamment pour contrer :
 - (a) les effets de l'inflation ; et
 - (b) l'accroissement des populations desservies (et de leurs besoins).
- Nous avons simulé l'écart de financement à rattraper dans un scénario où les revenus réels des CDC par organisme membre retourneraient à leur niveau de 2001.
- D'un point de vue historique, on observe un manque à gagner correspondant à 12 % des revenus totaux actuels.

Évolution du financement (4/4)

- En supposant que l'échantillon utilisé soit représentatif de l'ensemble des CDC, il est possible d'appliquer la majoration requise de 12 % aux revenus totaux des CDC afin d'obtenir un estimé du montant nécessaire pour l'ensemble du réseau :
 - Une compilation de la TNCDC rapporte qu'en 2019-2020, les revenus de toutes les CDC alors existantes s'élevaient à près de 16 M \$, dont 5,4 M \$ provenant de source publique.
 - Ainsi, une majoration de 12 % des revenus totaux représenterait une hausse du financement de 1,9 M \$ uniquement pour maintenir le niveau de services par rapport à 2001.

Analyse de l'impact économique (1/8)

- L'analyse d'impact économique comprend deux volets :
 1. un calcul des retombées économiques du milieu communautaire ; et
 2. une analyse économétrique de l'effet net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques.

Analyse de l'impact économique (2/8)

Calcul des retombées économiques

- Les retombées économiques sont estimées à l'aide des multiplicateurs d'entrées-sorties de Statistique Canada, lesquels permettent de calculer, toutes choses étant égales par ailleurs, l'effet qu'aurait sur l'économie un accroissement de la production dans un secteur donné.
- Cet effet comprend trois composantes :
 - (1) les effets directs, mesurant la variation de l'activité économique dans le secteur recevant la dépense ;
 - (2) les effets indirects, mesurant la variation de l'activité chez les fournisseurs du secteur visé ; et
 - (3) les effets induits, mesurant la variation de l'activité découlant des dépenses des travailleurs de ces secteurs.
- Le multiplicateur du secteur correspond au ratio entre l'effet total et l'effet direct, ce qui permet de jauger l'effet de levier d'une dépense dans un secteur – *plus ce ratio est élevé, plus une dépense engendre d'effets en dehors du secteur visé.*

Analyse de l'impact économique (3/8)

Calcul des retombées économiques

- Les retombées économiques d'une production de 100 M \$
 - secteur communautaire v. ensemble de l'économie

	Effets directs (=secteurs productifs seulement)	Effets indirects (=secteurs fournisseurs)	Effets induits (=venant des dépenses des travailleurs)	Effets totaux	Total / direct (=multiplicateur du secteur communautaire)
	[1]	[2]	[3]	[4]=[1]+[2]+[3]	[5]=[4]/[1]
Secteur communautaire					
Valeur de la production	100.0	45.2	38.5	183.7	1.84
PIB aux prix du marché	56.6	26.4	27.4	110.4	1.95
Emplois	1 339.7	292.0	257.2	1 888.9	1.41
Revenus du travail*	50.9	15.0	11.4	77.3	1.52
Excédent brut d'exploitation	2.2	9.9	9.8	21.9	9.95
Imposition brute**	9.7	4.7	8.7	23.1	2.38
Moins subventions	-	-0.3	-0.5	-0.8	-
Égal: imposition nette	-	4.4	8.2	22.3	-
Ensemble de l'économie					
Valeur de la production	100.0	41.2	24.9	166.1	1.66
PIB aux prix du marché	54.8	21.9	17.7	94.4	1.72
Emplois	596.2	241.7	166.3	1 004.2	1.68
Revenus du travail*	33.0	14.0	7.4	54.4	1.65
Excédent brut d'exploitation	18.7	7.8	6.3	32.8	1.75
Imposition brute**	10.0	3.3	5.6	18.9	1.89
Moins subventions	-0.9	-0.4	-0.4	-1.7	1.89
Égal: imposition nette	9.1	2.9	5.2	17.2	1.89

Source : Statistique Canada, Multiplicateurs d'entrées-sorties, provinciaux et territoriaux, niveau détail, année 2017, Tableau: 36-10-0113-01.

* : Salaires et traitements des employés et revenus du travail du secteur non-incorporé.

** : Incluant cotisation des employeurs, mais excluant impôt sur le revenu des entreprises.

Analyse de l'impact économique (4/8)

Calcul des retombées économiques

- Le multiplicateur des profits est plus de cinq fois plus élevé que pour l'ensemble de l'économie, à 9,95 contre 1,75, reflétant les faibles bénéfices retenus par le secteur communautaire par rapport aux retombées indirectes et induites.
- Tant les multiplicateurs de la production, du PIB que des profits sont supérieurs à ceux pour l'ensemble de l'économie, démontrant le caractère économique structurant du secteur communautaire et l'ampleur, parfois insoupçonnée, de ses retombées économiques.
 - Par exemple, une augmentation des revenus des CDC de 1,9 M \$, telle que calculée à la section précédente, génèrerait 2,1 M \$ de PIB et près de 36 emplois, dont 25 dans le milieu communautaire.
 - Obtenir un impact de cette ampleur par le biais d'une dépense générale dans l'ensemble de l'économie nécessiterait un montant de 17 % plus élevé et de 88 % plus élevé pour le PIB et l'emploi, respectivement.

Analyse de l'impact économique (5/8)

Analyse statistique

- Afin de tenter d'estimer l'effet net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques, une analyse économétrique a été réalisée à l'aide des données du recensement canadien et de celles sur le réseau des CDC.
 - Une compilation a été commandée à Statistique Canada pour obtenir des données pour 98 divisions de recensement du Québec pour les années 1991, 1996, 2001, 2006, 2011 et 2016.
 - Ces données ont été combinées avec trois indicateurs reflétant l'action des CDC pour un territoire et une année donnés : (a) la présence d'une CDC, (b) le nombre de CDC présentes, et (c) les revenus des CDC présentes.
 - Six variables dépendantes ont été testées pour évaluer les effets quantifiables de l'action des CDC :
 - (1) le pourcentage d'individus vivant sous le seuil de la pauvreté ;
 - (2) le pourcentage d'individus sans diplôme ;
 - (3) le revenu d'emploi, (4) le revenu du ménage ;
 - (5) le taux d'emploi ; et
 - (6) le taux de chômage.

Analyse de l'impact économique (6/8)

Analyse statistique

- Sommaire statistique de l'impact net des CDC sur divers indicateurs macroéconomiques

Rubrique A : Résultats pour l'ensemble de la population		
	Impact négatif	Impact positif
Statistiquement significatif	43	0
Non statistiquement significatif	54	11

Rubrique B : Résultats pour les 50 % les plus pauvres		
	Impact négatif	Impact positif
Statistiquement significatif	22	7
Non statistiquement significatif	52	27

Rubrique C : Résultats pour les 10 % les plus pauvres		
	Impact négatif	Impact positif
Statistiquement significatif	33	12
Non statistiquement significatif	30	33

Note : Le seuil de confiance statistique utilisé est de 10 %.

Des erreurs-types robustes ont été utilisées (Newey & West, 1987).

Analyse de l'impact économique (7/8)

Analyse statistique

- Les résultats sont répartis en trois rubriques, soit ceux pour l'ensemble de la population, pour les 50 % des individus les plus pauvres et pour les 10 % des individus les plus pauvres.
 - Cette ventilation a pour but de se rapprocher au maximum des populations plus susceptibles de bénéficier de l'action des CDC. Dans chaque cas, six modèles ont été estimés, pour un total de 108 estimations par rubrique.
- Les résultats en bref :
 - La répartition des estimés est diffuse entre ceux pointant vers des impacts positifs ou négatifs, de même qu'en ce qui a trait à la significativité statistique.
 - Relativement peu d'estimés suggèrent que les CDC ont un impact positif sur les indicateurs macroéconomiques sélectionnés, tandis que plusieurs suggèrent un impact négatif.
 - Le nombre d'estimés positifs augmente lorsque l'analyse se concentre sur des populations plus pauvres.
 - Toutefois, ces résultats pris de façon globale semblent aller à l'encontre de l'intuition...

Analyse de l'impact économique (8/8)

Analyse statistique

- Pour éclairer l'interprétation des résultats, au moins deux hypothèses peuvent être avancées.
 1. Il est probable que les estimés reflètent le fait que les CDC tendent à être créées là où les besoins sont les plus criants, plutôt que l'effet des CDC sur ces mêmes besoins.
 2. On ne peut exclure la possibilité que les indicateurs macroéconomiques sélectionnés soient de piètres reflets de l'action des CDC.

Limites et considérations

- Nonobstant les résultats inconcluants de l'analyse économétrique, on note que :
 - les membres de la TNCDC ont un effet structurant sur l'économie locale.
 - il existe des avantages intangibles liés au travail des CDC qui contribuent aussi directement à leur impact économique. Par exemple, les CDC aident à renforcer la cohésion sociale, une mesure généralement associée au développement d'une économie inclusive et durable.
 - il n'existe pas de collecte systématique de données au niveau provincial permettant de documenter l'évolution des indicateurs sociaux qui peuvent entraîner des coûts économiques significatifs, notamment indirects et difficilement mesurables (p. ex., absentéisme, enjeux de santé mentale, faim, etc.).

Conclusion (1/2)

- Cette étude a permis de jeter un éclairage économique étendu sur le réseau des CDC au Québec, l'évolution de leurs ressources et activités, et leur contribution à l'économie.
 - Depuis les années 1990, l'action des CDC n'a cessé de croître et de se déployer à travers les régions du Québec, tant en termes d'établissements créés que d'organismes communautaires accompagnés.
 - Le financement du réseau par rapport aux populations desservies a diminué depuis le tournant du millénaire, au point de contraindre la capacité des CDC à accomplir leur mission.
 - Les retombées économiques en termes de PIB et d'emplois d'un investissement dans le milieu communautaire sont supérieures à celles d'une dépense égale dans l'ensemble de l'économie.

Conclusion (2/2)

- L'analyse statistique a permis de constater que :
 - même en utilisant des données macroéconomiques fines et des techniques statistiques avancées, le calcul de l'impact net s'avère inconcluant.
 - les activités des CDC étant susceptibles de refléter une hausse des besoins, il est difficile d'isoler l'effet causal de l'action du réseau sans mener des études randomisées ou utiliser des données microéconomiques.
 - la nature même des données économiques existantes se prête mal à l'évaluation de l'effet des actions communautaires, puisque ces actions sont souvent très ciblées, multidimensionnelles et relatives à des facteurs rarement mesurés par les agences statistiques (p. ex., la faim, la santé mentale, les diverses formes de dépendance, etc.).
 - pour permettre une juste évaluation de l'impact économique du milieu communautaire, davantage de données détaillées devraient être systématiquement collectées sur les populations vulnérables.



ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS

Pierre Emmanuel Paradis, MA, DESS
Économiste et Président
(peparadis@appeco.ca)

Julien Mc Donald-Guimond, MA
Économiste
(jmcdonaldguimond@appeco.ca)

Cristina Ruscio, LLM, MSc
Économiste
(cruscio@appeco.ca)